

SOCIETE CIVILE DU SUD-KIVU
BUREAU DE COORDINATION PROVINCIALE
BP. 43 Bukavu Tél 09 98 62 58 69 Courriel : emmancuna@yahoo.fr
REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

MATINEE DE REFLEXION ET D'ECHANGE sur
LA PARTICIPATION DE LA SOCIETE CIVILE DU SUD-KIVU
DANS

LA REFORME DE LA POLICE
NATIONALE CONGOLAISE ET DES
SERVICES DE SECURITE EN R.D.Congo

Réalisées ce Samedi 24 Mars 2007 dans la ville de Bukavu par la
Coordination Provinciale de la Société Civile du Sud-Kivu.

*Rapport élaboré par le Bureau de Coordination de la Société Civile du Sud-
Kivu*

A l'attention des partenaires intéressés

- Concordia Mars 2007-

Sommaire :

Introduction générale

- ⌚ Hymne nationale
- ⌚ Mot de bienvenu
- ⌚ Présentation du programme : son articulation.
- ⌚ Opportunité de la participation de la Société Civile au processus de réforme.

Présentation en PANEL

Restitution de l'Atelier de Goma en décembre 2006

- Introduction et objectifs de l'atelier
- Survol de quelques exposés
 - Histoire et évolution des services de police en RDCongo
 - Histoire et évolution des services de sécurité en RDCongo
 - Etat des relations entre police et la société civile, défis à la participation.
 - Les grands enjeux d'une réforme de la police
- ⌚ **Grands axes de formation des acteurs de la Société Civile dans la réforme de la**
police à Faden-House/Kin mars 2007
- Introduction

- Agenda
- Intervenants
- Méthodologie
- Niveau d'atteinte des objectifs
- Participation
- Documentation disponible
- Conclusion et engagements

⑥ Réforme et démocratisation de la police dans les pays africains post conflit à Pretoria

- Introduction
- Représentation
 - Objectif
 - Agenda
 - En substance
- Quelques références aux cas : Japon, Kenya, RSA, Sud-Soudan, Tanzanie, Nigeria,
- Liberia, RDCongo et Uganda
- Rôles à jouer par les partenaires « donateurs », bailleurs des fonds internationaux et

- gouvernements dans la transformation.
 - Contraintes liées aux moyens
 - Quelles meilleures pratiques, quels modèles
 - Coordination des intervenants ; bailleurs des fonds et réseautage de la réforme

- Rôle joué par les partenaires locaux : la société civile

- Commentaires et enrichissement

- Recommandations de la Restitution

- Annexes :
 - Copie d'invitation
 - Liste des participants.

Introduction générale

C'est avec l'*hymne national* que s'ouvrit la matinée de réflexion organisée dans la salle Concordia de l'Archevêché de Bukavu sous la modération de la Société Civile du Sud-Kivu. Après un bref *mot de bienvenu* de la Société Civile du Sud-Kivu présenté aux participants venus nombreux pour répondre à l'invitation, l'on procéda à une *présentation par catégorie* dont : la police Nationale Congolaise, le parlement provincial, les délégués des FARDC, des services de renseignement, les autorités politico administratives de Bukavu, la Mission des Nations Unies en RDCongo (MONUC), les médias communautaires et publiques.

Les délégués de la Société Civile du Sud-Kivu à travers ses 10 composantes et réseaux thématiques ci-après :

- Les ONGs de développement dont les plateformes CRONGD, FILADER, CODA et les indépendants
- Les organisations de droit de l'homme dont le Reprodhoc, le Radhoski et les indépendants...
- Les confessions religieuses dont les catholiques, Protestantes, Islam, Kimbanguiste et de plus en plus les églises de réveil
- Les syndicats et corporations
- Les organisations philanthropiques, caritatives et humanitaires
- Les organisations des femmes
- Les organisations des jeunes
- Les ONGs savantes, scientifiques et recherches
- Les Organisations culturelles, sportives et de loisir
- Les Organisations à intérêt économique (la FEC, COPEMECO)

Présentation du programme : son articulation.

Cfr le sommaire et l'invitation lancée.

Opportunité de la participation de la Société Civile dans le processus de réforme

Dans l'historique des reforme des polices de plusieurs pays, la non participation de des différents acteurs clefs locaux dont notamment la Société

Civile n'a pas permis la mise sur pied d'une police véritablement intégrée et qui prenne en compte les vertus de la démocratie.

L'environnement post conflits dans nombre d'Etats a insufflé la volonté de la communauté à prendre part aux opérations des réformes qui concernent leur destin tant il n'est pas évident qu'une réforme uniquement pensée par les tenants de pouvoir qui entendent la police comme un pilier de l'hégémonie du pouvoir puisse s'émanciper en une police gardienne de la population.

Il n'est donc pas d'ingérence que la Société Civile devenue interlocutrice de taille dans la refondation des Etats démocratiques depuis ces dernières décennies soit associée, consultée et après coup demander de rendre comptes.

A ce stade, la réflexion est déjà partie loin de nos frontières nationales et notre préoccupation de mettre tous les habitants à niveau repose sur le soucis de récolter progressivement des inputs et d'initier une plus large participation de la communauté en vue d'une totale appropriation de la réforme. Ce faisant, la Société Civile entend plus qu'une réforme une transformation qui elle va au delà des aspects uniquement juridique et logistiques mais jusque dans l'être.

PANEL

Restitution de l'Atelier de GOMA tenu en Décembre 2006

Présentation de Charles SADI Politologue,

Membre du Groupe d'Experts de la Société civile du Sud-Kivu

Introduction et objectifs du séminaire atelier de Goma.

La réforme du secteur de sécurité est une grande priorité pour la RDC. Le Président de la République a exprimé dans son discours d'investiture du 06 décembre 2006, sa ferme volonté d'éradiquer toute forme d'insécurité et de terrorisme urbain. C'est certainement l'une des raisons pour lesquelles le travail de réflexion sur la nouvelle forme de la police amorcée bénéficiera de l'appui du gouvernement mis en place. Déjà la police elle-même a fait le premier pas de géant en émettant ses recommandations sur sa réforme

envisagée. Il revient maintenant aux autres parties prenantes de la sécurité de se mettre au travail afin de reformer ensemble avec la police, les services de sécurité souhaités par tous les congolais, suivant les dispositions constitutionnelles car, la réforme de la Police est tout d'abord une *affaire des citoyens congolais qui souffrent de l'insécurité*.

Pour faciliter cette tâche, le Ministre de l'Intérieur, Décentralisation et Sécurité a demandé au groupe mixte de réflexion sur la réforme et la réorganisation de la Police Nationale Congolaise « GMRRR » en sigle, de préparer un séminaire sur la réforme de la Police qui impliquera des représentants de tous les acteurs concernés. C'est dans ce contexte que s'est tenu à Goma du 22 au 23 décembre 2006, un Séminaire Atelier sur le renforcement de la participation de la Société Civile au processus de réforme de la Police de la RDC avec l'appui financier du DFID (The Department for International Development) avec l'interface d'IDASA, une ONG de droit Sud-Africaine.

Objectifs spécifiques du workshop de GOMA

- Permettre d'assurer une participation éclairée et constructive aux ateliers provinciaux, à l'atelier national et ultimement au groupe permanent de suivi de la réforme de la police.
- Offrir aux participants issus de la Société Civile l'opportunité d'échanger sur le rapport du GMRRR, de discuter sur les enjeux majeurs d'une réforme de police et d'énoncer des recommandations spécifiques à la réforme de la police en RDCongo.

La démarche du Workshop de Goma pour le renforcement de la participation de la Société Civile à la réforme permis aux délégués de la Société Civile de l'Est de la RDCongo d'étendre la réflexion profondément sur :

- La justification et l'opportunité de la réforme de la police chez nous
- Sur l'évolution de la réforme,
- Les recommandations de la Société Civile à la réforme
- Sur l'approche de la réforme,
- Sur le contenu de notre réforme en terme d'innovations apportées par la Société Civile : cadre légal et réglementaire de la police, la gestion des ressources humaines, la gestion des ressources matérielles, le partenariat police population, le développement démocratique de la police,

- Le plan d'action de la Société Civile comprenant :
 - i. A très court terme 10 activités dont les restitutions de ces assises au 1^{er} Trimestre 2007, l'élaboration des cahiers de charges...)
 - ii. A moyen terme : 9 activités dont l'organisation de l'atelier national, mise sur pied d'un réseau national de suivi, l'organisation des journées de réflexion Société Civile et police...)
 - iii. A long terme avec 4 activités dont la consolidation du partenariat police population, le détermination des objectifs communs annuels police population dans la sécurisation des personnes...

- Les observations essentielles sur :
 - i. La perception de la police, la transformation de l'environnement socioculturel de la police, l'humanisation des relations entre la police et la population,
 - ii. Le type et la forme de la nouvelle police,
 - iii. Le cadre réglementaire ou loi organique,
 - iv. Le renforcement de capacité de la Société Civile en matière de réforme,
 - v. Le lobbying

Survol de quelques exposés

1^{er} Exposé :

« Histoire et évolution des services de police »

Par le Dr Jacques EBENGA.

L'expert militaire a introduit son exposé par la définition classique de la Police selon le dictionnaire. La police est une force publique chargée de maintenir l'ordre public. L'ordre public, c'est la sécurité et la tranquillité elle-même des citoyens. Il a ensuite développé son exposé à s'appuyant sur l'histoire et les motivations concernant la création ou l'existence de la police.

Motivation précoloniale

- Le 04 août 1888, la Police fut créée et s'appelait la Force publique. A l'époque c'était une milice privée de Léopold II. Elle était composée des congolais mais aussi des mercenaires étrangers.
- En 1908, la Force Publique avait un comportement répressif vis-à-vis de la population qualifiée de « Ba singes » et la Police était une Police territoriale avec un bonnet rouge, c'est pourquoi on l'appelait « Mbila ».

Motivation coloniale et sous le règne de MOBUTU

- La Force Publique était devenue « La gendarmerie ». Les gendarmes n'étaient pas des Policiers mais un groupe des militaires détachés pour assurer le maintien de l'ordre public.
- Avec les événements de sécession Katangaise et d'autres troubles, la Police fut renforcée et encore une fois créée, il y a eu des antagonismes entre la Police et l'Armée qui se sont à plusieurs reprises battues.
- En 1972, la Police fut de nouveau dissoute par le Président MOBUTU pour recréer la Gendarmerie. Après un temps vers les années 80, le Président MOBUTU va dissoudre encore la gendarmerie pour créer la Garde Civile mais il y a eu une mésentente entre le Général BARAMOTO et BOLOZI pour le contrôle de cette Garde Civile.
- En 1997, avec l'arrivée de l'AFDL, les FAZ n'existaient plus les militaires appelés « Kadogo » qui ont commis beaucoup des dégâts dans le cadre de maintien de l'ordre public surtout à Kinshasa.
- Pendant la période de transition, il fallait unifier la Police car chaque belligérant avait sa propre Police. Pour l'ex-gouvernement, il fallait absorber d'autres polices mais il était coincé car sa police n'avait pas de texte juridique (pas des statuts, pas de R.O.I, pas des règlements des disciplines).
- A ce jour, il existe un effectif important des policiers (environs 89.000 hommes) mais pas de textes juridiques. (pas des statuts, pas de ROI, pas des règlements des disciplines).

Pour conclure son exposé, l'expert militaire, Jacques EBENGA a précisé que dans le cadre de la coopération internationale, la police d'intervention rapide est soutenue par la France et la Police intégrée par l'Union Européenne. Il a conclu en disant que la Police est politisée car elle obéit parfois aveuglement aux ordres des politiciens. La police a un caractère des militaires, elle porte des armes de guerre mais manque des matraques. Pourtant la police est civile et elle est placée sous l'autorité civile mais elle se cesse de se comporter comme l'armée.

2^{ème} Exposé :

« Histoire et Evolution des services de renseignements et des services spécialisés »

Par M. Floribert BAZIKA

L'expert à la sécurité, Mr. Floribert BAZIKA dans son introduction, a dit que les Etats sont créés pour satisfaire les besoins des citoyens et dans la dimension large et strict de l'Etat, il y a souvent des conflits. Pour ces conflits, il y a deux voies : la guerre et la négociation. Donc, il y a un choix qui doit être fait, par conséquent, il faut se renseigner.

- Pourquoi service de renseignements ?
- Parce qu'ils produisent des informations et des renseignements.
- Pourquoi le service de renseignements ?
- Parce que c'est un combat d'idée, d'intelligences, pas des armes.
- Pourquoi service de sécurité ?
- Parce qu'il cherche à assurer la sécurité des personnes.

Ces services de renseignements sont ou peuvent être vus comme un laboratoire qui collecte des informations sur tous ce qui est caché afin que les décideurs puissent prendre une bonne décision. Le service de renseignement est préventif, il avertit, il n'est pas répressif.

Les méthodes d'agir des services de renseignements sont secrètes (identité secrète de ses agents, certains de ses locaux et véhicules sont secrets). S'il faut parler de l'historique, l'orateur a fait savoir que les belges, à l'époque coloniale, avait un service de renseignement appelé « Sûreté Nationale ». A l'indépendance, nous avons « un Centre National ». Le Président MOBUTU a créé ANI (Agence Nationale d'Immigration) après SNIP (Service National d'Intelligence et de Protection) DGSN (Direction Générale de la Sûreté Nationale) ANR (Agence Nationale des renseignements) conjointement avec la DGM (Direction Générale de Migration). A part ci-haut cités, il y a eu plusieurs autres services similaires créés par MOBUTU tels que CADER (Corps des Activistes pour la Défense de la Révolution), CVR (Corps de Volontaires de la République), FIS (Forces d'Interventions Spéciales). La FIS et la FAS ont été triées dans l'armée c'est ce qu'on appelait « HIBOU ».

Pour finir, il y a aussi des services spéciaux tels que BSRS et DAMIAP. A l'orateur de conclure en disant qu'il est nécessaire de reformer non

seulement la Police mais aussi les services de sécurité et de renseignement surtout lui doter son caractère secret .

3^e Exposé :

«L'état des relations entre la police et la société civile : les défis d'une participation de la société civile congolaise »

Par Naupess KIBISWA

Pour Mr Naupess KIBISWA, le point d'intersection entre la police et la société civile, c'est le service d'intérêt général c'est-à-dire pour la population. Dans notre pays, la perception de la population vis-à-vis de la police peut se présenter ;

- l'insécurité au lieu de la sécurité ;
- pas de confiance entre la population et la police » ;
- pas de communication ;
- insuffisance de formation de nos policiers ;
- mal équipée ;
- mal payée ;
- peu courtoise

Cet exposé a été renforcé par les participants sous la conduite de Madame Bewa sur la perception de la police en procédant par l'analyse des Forces et des faiblesses.

A. Faiblesses

- Mauvaises conditions de vie,
- Niveau de vie trop bas,
- Ignorance de leurs textes,
- Source de tracasserie, faible intégration des femmes,
- Mauvaise répartition géographique,
- Vieillesse des effectifs,
- Absence du cadre juridique et judiciaire,
- Absence de formation adéquate et de structure de formation,
- Insuffisance totale de l'aspect logistique,

- Salaire insuffisant par rapport au coût de vie,
- Dotation des outils réservés propre aux militaires.

B. Forces

- Volonté de bien faire,
- Existence d'un effectif,
- Bonne gestion des véhicules par rapport aux militaires,
- Police anti-terro efficace,
- Accès facile à la police,
- Disponibilité plus grande,
- Plus grand partenariat
- Bon encadrement des élections
- Neutralité dans les élections.

Etude de contexte a été ensuite épinglée par les participants. Il s'est agit en fait de répondre à la question de savoir, ce qui a fait ce qui a fait que la Police soit si faible. Pour répondre à cette question, les participants ont donné les éléments suivants :

- La colonisation,
- La superficie et manque des infrastructures,
- Le degré de paupérisation,
- La dictature,
- Le conflit ethnique,
- La position géostratégique,
- La guerre,
- Les reformes institutionnelles (administration),
- La prédation des richesses,
- La faible intégration de la femme.

4^{ème} exposé :

« Les grands enjeux d'une réforme de police Congolaise »

Par Dr. Jacques EBENGA

Les grands enjeux d'une réforme de Police congolaise se résument dans la reconversion républicaine des organes du système de sécurité, OSS (Armée, Police, Services de renseignements). Pour ce faire les étapes suivantes doivent être respectées et suivies.

I. Encadrement institutionnel de la vocation il faut :

- Le rassemblement et recensement,
- Identification,
- Orientation,
- Sélection,
- Brassage,
- Instruction et recyclage,
- Standardisation organique,
- Encadrement et droits sociaux,
- Montée en puissance,
- Opérations.

II. Reconversion institutionnelle. Pour nécessiter un visage républicain, il faut :

- La rupture avec l'esprit colonial,
- La rupture avec le clientélisme,
- La rupture avec l'amateurisme,
- La rupture avec l'affairisme,
- La rupture avec l'immoralité et le déshonneur,
- Réajustement démocratique,
- Réajustement post – conflit,
- Recherche de la perfection (Esprit de l'excellence),
- Accroissement de l'honneur et prestige du corps,
- Equilibre Force – Droits humains,

- Equilibre Force – menace,
- Rupture avec l'impunité.

III. Difficultés pratiques

- Effectifs : Compétences, volume, respect,
- Armement,
- Logistique,
- Relations avec les autorités civiles,
- Respect des Droits administratifs,
- Relations avec la population,
- Incohérences légales.

IV. Les instruments de suivi en bref ici sont :

- Enquêtes qualitatives et quantitatives,
- Récolte statistiques pré inspections,
- Récolte statiques judiciaires (civils + militaires),
- Questionnement républicain,

Mais nous ne pouvons passer ce point des instruments de suivi sans mettre un accent particulier sur le questionnement républicain, c'est-à-dire les différentes questions que la police doit se poser avant d'agir pour rétablir, l'ordre public. Il s'agit de :

1. Motivation de l'événement,
2. Etat d'esprit des visés,
3. Obstruction des voies publiques,
4. Atteintes aux Droits et libertés,
5. Port objets dangereux,
6. Couverture administrative de la Police,
7. Couverture administrative de la Police,
8. Moyens le moins contraignant pour atteindre les mêmes résultats,
9. Impacts collatéraux,

10. Moyens de secours,
11. Etat de discipline,
12. Impact sur le Droit de l'Homme et liberté,
13. Impact sur honneur du corps de la Police.

Ces questionnements permettent d'établir l'équilibre entre *force et droits de l'homme*. Néanmoins, les étapes d'engagement de la Force doivent aussi être respectées par la Police.

Elles se situent à 3 niveaux :

1. Niveau de maintien de l'ordre public. A cette étape du Dialogue ou persuasion il faut :
 - La dispersion pacifique,
 - Dégagement c'est-à-dire lien à faible impact,
 - Tolérance de courte durée,
 - Contention (barrages, boucliers),
 - Sommations verbales (par exemple : si vous avancez on tire),
 - Charge légère (matraque),
 - Interruption des meneurs (menottes).

2. Niveau de rétablissement de l'ordre public. A ce stade il faut :
 - Charge accentuée (lacrymogène, canon H₂O),
 - Bouclage et persécutions,
 - Sommutation verbale avant tirs,
 - Tirs de sommation,
 - Tirs de balles en caoutchouc.

3. Niveau de rétablissement de la paix : en cas de rebellions ou émeutes :
 - Engagement forces armées (gendarmes),
 - Engagement forces armées (combattantes).

Grandes recommandations du séminaire de Goma

A l'issue de plusieurs exposés dont nous taisons certains enrichis par des débats et d'échanges, nous avons formulé des recommandations. Ces dernières portent sur les enjeux de la participation de la Société Civile à la réforme qui nécessite un appui continu en vue de :

- i. Définition de son cahier de charge de la réforme pour l'atelier national
- ii. Développement du partenariat avec la police pour mettre en application ce plan d'action ad-hoc
- iii. Participer à la définition de la nouvelle police par sa contribution à l'élaboration de la loi organique.
- iv. Participer à toutes les étapes notamment du suivi de la réforme et de l'institution policière.

Autres exposés :

Deux exposés dont celui d'ANAIA BEWA et celui de Jeannine RAUCH lus dans l'atelier de Goma ont également fait partie intégrante des travaux pour aboutir aux résultats et recommandations importantes auxquels nous avons abouti.

Le débat avec les discussions et enrichissement ont été reçus dans toute leur teneur.

Résultats atteints par l'atelier de Goma.

Les objectifs poursuivis par l'atelier de Goma ayant été largement atteints la Société Civile s'est réjoui d'atteindre entre autre aux résultats substantiels ci-dessous :

- Démystification de la police ainsi que sa réforme à partir de la pile d'informations partagées.
- Amélioration de la connaissance du contenu du rapport du GMRRR et du contour des enjeux de la réforme de la police.
- Augmentation substantielle des capacités d'analyse de la réforme et, mise à niveau pour participer valablement aux débats liés à la

reformé de la police et, pour susciter l'intérêt général sur les questions essentielles de notre société pour une participation

- Elaboration d'un plan d'action qui intègre des propositions innovantes dans la réforme.
- Harmonisation de la vision de la Société Civile sur les questions de réformes de la police

PANEL

Grands Axes de la Formation des acteurs de la Société Civile dans la REFORME de la Police.

Atelier tenu en Mars 2007 à FADEN-House

Restitution d'Emmanuel RUGARABURA,

Président de la Société Civile du Sud-Kivu

Introduction.

L'atelier du 05 au 10 mars 2007 fait suite aux ateliers antérieurs initiés à Goma et à Kinshasa et poursuit les **objectifs** ci après pour compléter l'expertise des acteurs de la Société Civile à savoir :

- ↪ Apporter aux participants la connaissance, les informations appropriées et utiles sur la réforme de la police et du maintien de l'ordre et, procéder à des exposés sur les expériences comparatives d'autres pays en post-conflit,
- ↪ Explorer les questions clés de la sécurité humaine, réforme de la police, des relations de la police communautaire, de la sûreté de la communauté et de la responsabilité de police,
- ↪ Renforcer un groupe d'activistes de la Société Civile, avec une notion de base sur le processus, afin de participer de manière efficace dans le processus de la réforme de la police en RDC,

- ↪ Fournir un environnement dans lequel un groupe d'acteurs-clefs de la Société Civile peuvent agir l'un sur l'autre d'une manière structurée afin de développer plus loin leur approche sur la réforme de la police en RDC ;
- ↪ Evaluer l'utilité de cette intervention de renforcement de capacité et, les éventuels besoins avenir pour des interventions plus similaires.

Agenda de la formation

1. Examen de la participation de la Société Civile à travers 3 grands ateliers (2 à Kin et 1 à Goma).
2. Mise à jour du travail de GMRRR.
3. La politique des procédés ; la fonction de la loi organique pour la Police Nationale Congolaise et de bien d'autres textes cadre et de politique,
 - Le processus parlementaire sur le chemin de la réforme,
 - Les calendriers probables pour mener la réforme au regard de l'évolution démocratique en RDC.
4. Le concept du maintien de l'ordre démocratique et les normes globales pour la carrière policière et la réforme de la Police conformément aux normes de l'OCDE et code de conduite de l'ONU.
5. Description du secteur de sécurité en RDC, les questions clefs pour la réforme.
6. les Droit de l'homme face au maintien de l'ordre, les normes internationales et les problèmes actuels en RDC :
 - Concours et apport de la Division Droit de l'Homme MONUC,
 - Apport de la RSA : les principes de Droit de l'Homme et le maintien de l'ordre.
 - Apport sur les normes globales de Droit de l'Homme sur le maintien de l'ordre.
7. Les principes de bonne gouvernance :
 - a. Responsabilité civile de la Police Nationale Congolaise,
 - b. Les impératifs pour la responsabilité
8. Rôle à jour par la société civile dans le service de maintien de l'ordre congolais :

- Partenariat entre la Société Civile

9. Les expériences de réforme de la police éprouvée :

a. La récente réforme de la Police en Afrique du Sud,

b. La récente réforme de la Police en Belgique,

c. La collaboration Sud Africaine et Belge dans le processus de la réforme en RSA.

10. Les propositions de la Société Civile Congolaise au sujet de la loi organique ; les questions clefs, l'ébauche du GMR / PNC et les stratégies de renforcement, démobilisation, de partenariat autour de la réforme.

Les intervenants et modération

- Docteurs Jacques EBENGA, Expert et retraité FARDC de l'ONG, Labor Optimus,

- Général Andrian HORN, Général de la Police du Royaume Uni, Expert DFID,

- Prof LUFUNDA KAUMBA, Recteur UNILU et Responsable de l'Ecole Nationale de Criminologie,

- Prof. MUNGALA de l'Université de KIN,

- Mike MUMELA : Expert Sud Africain affecté au processus de réforme PNC en RDC,

- Prof MBELA HIZA, de l'UNIKIN et de la Chair UNESCO,

- Pieter du PLEISSIS : Officier de la Police Sud – Africaine.

- Denys Lukusa

- Et les interprètes...

Méthodologie

- Exposés ex cathedra son pour point et distribution des documents. Malheureusement tous en Anglais devant un auditoire francophone.

- Recours maximum aux illustrations et étude des cas des autres pays de la planète : approche comparative, ...

- Part élevée aux débats, enrichissements,

- Des synthèses progressives et capitalisation pour les points de convergences hors divergence.

Niveau d'atteinte des objectifs de la formation

Après cette formation de 5 jours, les objectifs ci – après furent grandement atteints pour l'ensemble des participants :

- Acquisition des informations et connaissances appropriées et utiles sur la réforme de la police et du maintien de l'ordre,
- Exploration des questions clefs de la sécurité humaine,
- Capacitation de la Société Civile pour la participation efficace dans le processus de la réforme.

Qui ont participé a la formation

La sélection faite à l'issue de 2 premiers ateliers a retenue 13 membres congolais issus de la Société civile de la RDCongo dont 2 du Katanga, 2 du Sud – Kivu et tous les autres de Kinshasa et une dizaine d'étrangers en tant que organisateurs est experts.

Documentation disponible pour exploitation

A l'issue des assises de Faden House à Kinshasa une riche documentation a été mise à la disposition des participants qui à leur tour pourront les disponibiliser pour exploitation dans notre marche de réforme dans les provinces.

En voici les intitulés :

1. Rapport GMRRR : 150 pages,
2. S'attaques aux reformes en RSA, défis et possibilités,
3. Commentaires techniques de la mission EUPOL – Kin sur l'avant projet de la loi organique de la Police Nationale Congolaise (14p).

4. Le Droit de l'Homme et le maintien de l'ordre (12p). Par Me LOOCHI Kizungu.
5. La Police de l'Organisation de l'Etat (4p). Par Jacques EBENGA
6. Principes d'usage pour la reforme du système de sécurité efficace.
7. Principes clefs d'une Police oeuvrant dans une démocratie.
8. Test de Patten avec les questions à chaque proposition de reforme.
9. Histoire des reformes de la Police en RDC.
10. Comment améliorer notre système de Défense Nationale.

CONCLUSION et ENGAGEMENT DE LA SOCIETE CIVILE

A l'issue des assises de FADEN-House, la Société Civile est arrivée à la conclusion ci-après :

Nous Société Civile de la RDCongo, souhaitons travailler, (collaborer) avec le parlement, la justice, le gouvernement, la police, la population ainsi qu'avec la communauté internationale en vue de participer au développement et à la reforme de la police de notre pays conformément à la constitution et normes internationales de police dans un régime démocratique.

Le rôle de la police est de :

- Assurer la paix et la sécurité publique
- Protéger la vie, les personnes et les biens,
- Prévenir et détecter les crimes et leurs auteurs,
- Travailler avec la population locale pour répondre à ses besoins et à ses aspirations,
- Secourir les populations en cas de désastre,

Nous nous attendons à ce que la police gagne la confiance de la population et maintienne le respect et la légitimité en étant une police :

- de vocation

- juste, impartiale et exempte de tracasserie et harcèlement, en particulier envers les femmes, les enfants, les personnes vivant avec handicap, les personnes de troisième âge, les marginalisés
- qui collabore avec tous dans la poursuite de l'intérêt général,
- respectueuse des droits de l'homme,
- exempte de corruption,
- de statut civil, apolitique et démilitarisée,
- redevable devant la loi, les règles disciplinaires internes, les institutions de la république et à la population pour les actes et abus,
- professionnelle dans l'exercice de ses fonctions,
- ouverte et transparente dans son administration,
- proche de la population,
- travaillant en étroite collaboration avec la Société Civile.

Au regard de tout ce qui précède, nous nous attendons à ce que la police soit :

- Correctement équipée
- Correctement formée et bien rémunérée pour exercer ses fonctions,
- Recrutée sur base des critères rigoureux d'honnêteté, d'intégrité et d'aptitude,
- Professionnellement administrée,
- Périodiquement recyclée, régulièrement évaluée et sanctionnée selon les cotations,
- Dotée d'une organisation qui est efficace, efficiente et qui intériorise les principes et les critères de performance,
- Rassurante, soucieuse de son image respectable à l'intérieur comme à l'extérieur.

Nous nous attendons à ce que le gouvernement s'investisse dans la réalisation de ce projet de réforme en mettant à disposition les moyens matériels et financiers dans un esprit de transparence et de bonne gouvernance.

Nous nous attendons à ce que le gouvernement garantisse aux policiers des conditions adéquates : salaires, transport, et logement décent.

Nous nous attendons à l'élaboration urgent de la loi organique sur la police qui soit en harmonie avec les autres textes et lois de secteur de sécurité et justice (exigeant la révision de certaines dispositions inappropriées).

Nous nous attendons à une réforme de la police s'impliquant dans une réforme globale du secteur de sécurité et de la justice à laquelle participe la Société Civile.

Nous nous attendons que les lois et règlements soient édictées en veillant aux effets qu'ils pourraient avoir sur d'autres secteurs de la vie notamment la justice et la sécurité.

Nous nous attendons à voir la population congolaise donner sa meilleure contribution à tous les niveaux, local, provincial, national prenant en compte toutes les sensibilités afin de mettre en place un service de police jouissant d'une crédibilité et légitimité nationales.

Nous nous attendons à la mise en place d'un cadre de concertation et de suivi de la réforme entre la police et la Société Civile.

PANEL

Reforme et démocratisation de la police dans les pays africains post conflit.

Conférence internationale tenue à Zébra Lodge Country à Pretoria/RSA en Mars 2007

Restitution d Emmanuel RUGARABURA,

Président de la Société Civile du Sud-Kivu

Introduction :

La Conférence internationale tenue du 12 au 15 mars à l'intérieur de Prétooria est également en continuité avec le processus de participation de la Société Civile en matière de reforme. Ceci fut une occasion sans pareille pour partager les expériences de tentatives de reforme dans 14 pays dont l'expériences de la reforme de la police dans quelques pays non africains dont le cas du Japon.

Des exposés scientifiques ont été discutés, partagés et enrichis par les éminences issues de tous les coins du monde académique, des services de polices et des ONG internationales et nationales...

Toutes les dispositions ont été prises pour travailler dans des conditions adéquates car au delà des exposés les conférenciers de la RDCongo ont eu l'occasion de visiter le musée de l'apartheid, quelques policing stations et l'académie de formation de la police,les cités de Soweto avec les musées Nelson Mandela, les résidences de Winnie Madikizela Mandela et de Desmond TUTU...

Néanmoins bien que les services d'interprétariat ou de traduction aient été montés pour augmenter la participation de plusieurs, les traductions automatiques de l'anglais au français ont des fois dénaturé des contenus.

Représentation des délégations

Catégories :

Elles étaient constituées des officiels des polices nationales des différents pays, des Coopérations d'aide au développement, des ONGs locales de la Société Civile, de la Commission Européenne, professeurs d'universités, des ambassades, des agences internationales de recherche, des fondations de droit de l'homme, institutions de justice transitionnelles, institutions de réconciliation, académie de police, représentants des réseaux de plaidoyer...

Composition :

- Angola : 8, RDCongo : 25 (Étaient également attendus une quatre vingtaine de policiers qui n'ont pas pu atteindre Pretoria pour des raisons diverses.
- Sierra Leone : 6, RSA : 16 Tanzanie : 6, Kenya : 2, Libéria : 2,
- Mozambique : 2, Rwanda : 4, Uganda : 9
- Et d'autres pays représentés à travers les organisations internationales.

Objectifs de la Conférence :

- Partager les expériences des réformes de la police dans l'Afrique post conflit
- Développer une analyse partagée des réformes de la police dans l'Afrique post conflit
- Identifier les bonnes pratiques et leçons appropriées par les diverses expériences de réforme.
- Encourager la structuration et la démocratisation de la police en Afrique,
- Faciliter l'établissement d'un réseau de relations et la coordination entre les acteurs de la réforme de la police en Afrique.
- Identifier les futurs besoins de recherche et les interventions potentielles dans le domaine de la réforme de la police en Afrique.

Agenda

Des exposés et panels :

Une vingtaine d'intervenants de diverses disciplines ont présenté sous les huit sections ci-dessous des thèmes et sous thèmes assez variés tantôt en panel, tantôt en solo. Les débats et enrichissements ont été récoltés progressivement.

Section 1 Introduction et contexte de la Conférence

- Historique et objectif du Projet
- Réforme de la police en Afrique
- Maintien de l'ordre dans l'Afrique post conflit
- S'attaquer aux réformes de la police ; défis et possibilités

Section 2 Réforme de la Police dans un contexte comparatif,

- Etude de cas de l'Afrique du Sud et discussion
- Etude de cas de Sierra Leone et discussion
- Etude de cas de la RDCongo et discussion
- Etude de cas du Sud-Soudan

Section 3 Contrôle politique et politisation du maintien de l'ordre,

- Contrôle politique et politisation du maintien de l'ordre en Afrique : héritages historiques et défis contemporains
- Contrôle politique et politisation du maintien de l'ordre au Libéria
- Contrôle politique et politisation du maintien de l'ordre en Tanzanie
- Police japonaise et système de Kobé

Section 4 Défis pour la réforme de la police

- L'interface entre le maintien de l'ordre de l'Etat et le non-Etat
- La perception publique de la Police en Afrique.
- La réforme de la police ; un sujet pour le secteur de la sécurité ou de la justice ?
- Intégrer la justice transitionnelle et la réforme de la police

Section 5 En parallèle : deux groupes de travail établis pour des sites différents de travail et

retour en plénières pour les conclusions et résumés.

- Aspect de changement organisationnel de la police,
- Transformer la direction de la police au Mozambique
- Transformer les attitudes publiques envers la police
- Leçons apprises de l'assistance belge aux changements SAPS dans le processus de gestion

Rôle de la Société Civile dans la réforme de la police,

- La Société Civile et la réforme de la police en UGANDA
- La Société Civile et la réforme de la police au Libéria
- La Société Civile et la réforme de la police en RDCongo

Section 6 Rôle des bailleurs de fonds dans le processus de la réforme.

- Coordination des bailleurs des fonds ; meilleures pratiques parmi les bailleurs des fonds.
- Coordination des bailleurs des fonds ; meilleures pratiques parmi les gouvernements nationaux et les polices.
- Assistance technique internationale pour la transformation de la police
- Construire des réseaux pour la réforme de la police en Afrique.

Section 7 Réforme de la police dans le contexte des débats et théories SSR africains

Dialogue des sourds ? Praticiens, rédacteurs des procédures et analystes de la réforme de la police africaine.

9 Commentaires et enrichissements des participants.

En substance, (Résumé)

Comme constaté après ces énoncés, il est pratiquement impossible si pas utopique sur base d'une vingtaine de minutes d'exposé de penser transmettre l'intégralité du contenu des travaux de la conférence internationale de Zébra Lodge Country où jours et nuits pendant 5 jours étions soumis à un rythme accéléré de présentations et d'enrichissements techniques. Les riches contenus des panels tels que présentés restera à la disposition de qui veut approfondir son opinion sur la réforme de la police en vue de peaufiner notre cahier de charges lors de l'atelier provincial du Sud-Kivu sur la réforme.

En dépit de quelques difficultés liées à la traduction de l'anglais en français les objectifs de la conférence ont été largement atteints et, à titre simple d'information en voici juste l'économie avec espoir de rassembler des moyens pour plus de détails.

Aspect méthodologique :

Des dizaines d'exposés professionnellement articulés ont été présentés par des personnages rompus dans différents domaines apparentés à la réforme. Même pendant certains repas il y avait encore d'exposés.

Des espaces de temps suffisants ont été alloués aux débats et commentaires des participants. Nous le répétons ; malgré les efforts logistiques de mettre à la disposition des participants une traduction automatique, certaines traductions mal aisées n'ont pas trouvé d'équivalence et les efforts de compréhension ont laminé sensiblement les apports des francophones qui étaient majoritairement congolais et malheureusement minoritaires par rapport à l'ensemble de l'auditoire.

Les études et l'analyse comparée ont été privilégiées et soumises à volonté aux commentaires et discussion.

Voilà pourquoi nous avons titré notre restitution comme : « *Le parcours de la réforme dans quelques pays et le rôle des bailleurs des fonds pour des bonnes pratiques à capitaliser dans le modèle Congolais en chantier* ».

La conférence a été édifiante sur toute la ligne et sans reprendre toutes les éminentes allocutions, à défaut de temps, nous porterons à la connaissance de notre auditoire à titre purement indicatif quelques éléments ci-après :

Quelques références aux cas présentés sous des sections et thèmes ciblés

JAPON

Le Japon est le seul pays du monde où le contexte a connu la bombe atomique avec toutes ses conséquences. Les Réformes de la police en tiendraient compte après cette guerre mondiale.

- La police est pour protéger les vies et est sous le 1^{er} Ministre et des rencontres se font 1 fois par mois
- 280.000 policiers pour 180 millions d'habitant soit 1 policier pour 500
- Nombre important d'Officiers femmes.
- Test d'engagement sont très compétitif et les réussites moins pléthoriques.
- Police apprend judo, karaté, anglais, utilisation ordinateur
- KOBE = guérites des policiers
- Le Policier n'est pas un employé public
- Policiers sont les protecteurs de la population et gagnent la sympathie

KENYA

- La reforme de la police au Kenya doit prendre en compte une police qui doit faire face au terrorisme et à une forte criminalité. Les réformes ont eu lieu mais le terrorisme mondial, le kidnapping a atteint plus de 300 suspects. Ceci est plus élevé qu'à l'époque de ARAP MOY. Alors pourquoi donner à la police plus de pouvoir avec peu de moyens ?
- La reforme doit toucher l'esprit et non seulement les aspects matériels.
- La reforme doit définir clairement les relations, les limites du privé et du public de la police.

Sud du SOUDAN

Il s'agit bien du SOUDAN différemment du Darfour et pour cette partie, celle-ci est la 1^{ère} interaction au niveau international. Ce pays a la dimension de toute l'Europe.

Deux gouvernements sont opérationnels mais le Soudan du Nord sera un Etat indépendant si le référendum est passé.

- Le pays a été marqué par la guerre qui a occasionné 4 millions de déplacés
- Sécurité sur les routes, la dispute sur l'eau
- Avec la fin guerre, pour la reconstruction, on ne sait pas quelle sera la forme de la police
- Existence d'une Coopération gouvernementale et Institut Internationale et la Réforme dépend des bailleurs des fonds.
- Actuellement on y trouve la présence d'une police des Nations Unies

Le défi est de établir paix et sécurité entre les communautés, Etablir confiance publique, rétablir les infrastructures...

- La capacitation et la formation pour la planification
- Gouvernement central a la charge de faire reconnaître l'Etat pour que l'unité soit attractive
- On est en face d'une Police appelée à s'attaquer à tous les problèmes
- On est connecté à interpool
- Communautés vivent ensemble et ont l'occasion d'évoquer leurs problèmes. Ceci donne la possibilité d'un community policing

TANZANIE

- République constituée par deux états dont le Zanzibar & Tanganyika
- Multipartisme à 14 partis
- Toute la population est appelée à être milicien et tous ceux qui font des travaux supérieurs sont naturellement sous drapeau.
- Pas besoin du policing car il n'y a pas beaucoup de travail à la limite pour faire face à une criminalité d'Origine étrangère : Rwanda, Burundi, Kenya RD.Congo.
- Réforme du secteur civil et du secteur légal est nécessaire juste pour changer le mandat, la modernisation des méthodes, les

équipements, le bien être du personnel, améliorer la responsabilité.
Tout ceci pour ne pas rester en marge.

- La Tanzanie est un pays en paix qui n'a pas connu de coup d'Etat. Différemment d'autres pays, c'est un pays de la paix. La réforme est seulement pour la légitimation juridique et ne recourt à la violence est en dernier lieu.

NIGERIA

- Politisation du policing et le contrôle politique. Le Président OBASSANJO a beaucoup de défis mais il dispose de beaucoup de puissance.

- Evaluation sur base des critères DFID

LIBERIA

- Politisé jusqu'en 1997 et, en 10 ans engagé sur la route de la réforme pour la démocratie

- Avant 97 : détérioration sévère

- Pas de coordination parmi les inspecteurs (le chef rend rapport ailleurs)

- Changement de Charles TAILOR = Changement de toute l'équipe de la police et des services de sécurité.

- Tout le privilège de désigner est dévolu au chef de l'Etat conformément à l'Art 54 de la constitution.

- Approche différent sur la formation des services de sécurité

- Réflexion sur polygraphe, politique et police

- Ici, le gouvernement, le pouvoir est engagé dans le processus de réforme.

RSA

- En Afrique du Sud l'histoire de la réforme a été marquée par Apartheid. Le pays est passé sur 13 ans réforme et malgré tout, une

forte criminalité après Nigeria. Dans le pays il y eut par le passé 11 types de polices.

- Le rôle politique de ANC y a été prépondérant.
- Pas besoin des bailleurs des fonds pour mener sa réforme mais plutôt des compétences
- Implication communauté s'est imposée pour diminuer la criminalité, c'est l'îlotage.
- Bon pour récupérer les policiers en pension pour leurs expériences

SIERA LEONE

- Réforme dans un petit pays de 27.000km² marqué par un contexte de guerre civile 1981-1992 et maintenant encore la guerre est aux portes du pays. Des troubles causées par les intérêts Européens.
- Police conventionnelle depuis 1908 avec comme mission : protection des vies, maintien de l'ordre, prévention des crimes
- Défis du soutien financier,
- Réforme basée plus sur l'élément politique que culturel.
- Dépendance totale de l'extérieur.
- On a adopté les actions de la communauté et on les intègre comme les criminels vivent dans les communautés qui doivent les dénoncer.

R.D.C.

Premiers éléments contenus dans les travaux GMR3 depuis Novembre 2005 font voir le caractère civil de la police, son caractère unitaire et national.

- Constat : police la plus atypique
- Taux élevé d'analphabétisme
- Caractère fondamentalement militaire

Au point de vue politique : police créée par le décret de 2002 pour une police issue des composantes.

- Au point économique : situation post conflit toujours difficile.

- Au point de vue criminalité : galopante transversale.
- La circulation des armes légères peu favorable à une police aux germes de ses limites
- Corruption généralisée
- Existence d'un plan d'action très intéressant/ détails...
- Nécessité de financement.
- Nécessité de la relance économique et bien d'autres réformes des secteurs complémentaires.
- La Corruption est un problème international qu'il faut juguler au niveau national.

UGANDA

Une police fondée sur les bases coloniales.

Rôle à jouer par les partenaires : « les donateurs »

Bailleurs des fonds internationaux et gouvernements dans la transformation

Le débat pourrait aisément se résumer dans quelques axes de réflexion ci-après :

- II Contraintes liées aux moyens financiers et exigences de partenaires,
- II Quelles meilleures pratiques et quels modèles appropriés
- II La coordination des intervenants : Bailleur des fonds et réseautage de la réforme

Contraintes liées aux moyens financiers et exigences de partenaires,

La réforme nécessite des moyens financiers importants pour être menée.

A l'instar de quelques rares pays africains dont la RSA, dans l'ensemble, la question des fonds a été au cœur de toutes l'histoire des reformes au point où des modèles des donateurs ont influencé des réformes dans certains pays. La plupart des cas des pays présenté ont été des modèles anglo-saxons du Common Wealth.

De part les exigences souvent exagérées composant les procédures et conditionnalités drastiques qui ne favorisent pas l'émergence des modèles auto portés ont des fois fait rater à des pays de répondre ponctuellement à des rendez-vous de leur histoire et qui ne reviennent pas deux fois. Ce serait notamment les réformes de la police et des services de sécurité pour le maintien de la paix et de l'ordre public qui constituent des urgences en situation post conflit...

D'autre part, à cause de ces lourds mécanismes les missions d'assistance ont présenté une image noire au regard de la part en pourcentage finalement bénéficié par le récipiendaire. Devant cette déchéance ; la déclaration de la conférence de Paris signée et adoptée par des ministres d'une centaine des pays en 2005 face à l'atteinte des objectifs du millénaire tombe à pic pour demander plutôt aux donateurs de s'adapter aux demandes des états et quitte aux états à leur tour de faire face aux défis de la gouvernance interne.

Enfin, paraphrasant Demler de Mercedes BENZ dans son anecdote du lion et de la gazelle : dans la jungle chacun connaît son rôle. Le lion doit courir plus vite pour attraper la gazelle afin de ne pas mourir de faim et la gazelle courir plus vite encore pour ne pas être tuée.

Les meilleurs pratiques et modèles appropriés

Après audition de tous les intervenants il ressort clairement qu'il n'y a pas de meilleures pratiques en matière de financement car tout dépend de beaucoup de choses notamment les idéologies différentes. Cependant dans l'opérationnel, la meilleure pratique pour les internationaux dans leur rôle dans la transformation serait de :

- II Financer la reforme dans l'ensemble et pas seulement un seul secteur pour privilégier une approche globale.
- II Militer plus pour le transfert des connaissances pour éviter de tomber dans les modèles totalement déconnectés de la réalité.

II Intégrer dans la pratique les éléments d'appropriation de tous car souvent les récipiendaires sont même plus avancés en matière de réforme.

II Appeler à la responsabilisation.

II Etc...

Enfin le paradigme de théorie du greffon tirée de la Botanique illustrée par l'orateur Daniel KURE stipule que l'assistance technique quelque soit sa forme s'apparente à un greffon qui soulève la greffe et cela fait le rejet. Un greffon qui produirait la police doit respecter 4 règles ou principes pour réussir l'opération.

1. Premièrement: le sujet et le greffon doivent être de même nature. Ex un citronnier avec un oranger. Nous sommes devant un cas où nous risquons d'envisager une police civile sur un fond militariste !

2. Deuxièmement : le sujet doit se préparer pour recevoir le greffon, et donc la réforme. Il doit accepter d'être amputé pour donner une place. Les sacrifices sont au rendez-vous. Il n'y a donc pas de réforme sans douleur, sans concession...

3. Troisièmement : le greffon donne son caractère au fruit. Sur un arbre tropical, le fruit doit être tropical.

4. Quatrièmement ; le fruit et le greffon doivent être liés. Il faut du temps d'arrosage pour que la greffe prenne.

La coordination des intervenants, Bailleurs des fonds et réseautage de la réforme

Coordination des bailleurs des fonds

La coordination des bailleurs des fonds est-elle possible, efficace et encourageant pour accompagner les différentes réformes de la police en Afrique post conflit ?

Pour certains, procéder par une coordination en terme d' « *un guichet unique* » pour constituer ce que le PNUD basket found constitue une stratégie. Mais pour d'autres, cela n'est pas admissible car il est plus facile de travailler sur une base bilatérale avec la latitude de choix entre plusieurs bailleurs en vue d'aller vers ceux qui présenteront moins d'exigences pour ne pas être victime des mêmes exigences.

Enfin la diversification des bailleurs et partenaires par le gouvernement exige du gouvernement de disposer de suffisamment d'indépendance et de capacité de gérer les donateurs.

Réseautage de la réforme

Il n'est pas admissible qu'on initie une réforme juste pour répondre à une quelconque pression de l'extérieur. Il est impérieux de commencer d'abord par chez soi avec un document bien ficelé de policing. L'expérience de réseau déjà vécue a été pour la protection de l'Etat et des institutions au sens large. Mais alors si le régime de la justice n'est pas bien planifié, la police peut consacrer la véritable violation de droits de l'homme. Et au bout de tout, il faudra tout remettre à la gouvernance locale car le contexte du réseautage a des limites.

Le réseautage revêt un avantage dans le cas de trafic d'êtres humains, de la drogue... à travers des frontières successives. L'interpool comme base de ce networking et l'on peut un espace qui se concentrerait sur les besoins spécifiques de la RDCongo.

Enfin, en cas de résistance à la réforme, grâce au réseautage on peut essayer de proposer des modèles.

Rôle joué par les partenaires locaux : « la Société Civile »

Ici nous survolons quelques lignes sur le cas de l'Uganda, du Libéria et de la RDCongo sans entrer en profondeur des exposés tel que présentés par les portes paroles des différentes délégations.

La Société Civile et la réforme en Uganda.

La société civile se définit par les médias, les groupes des consommateurs, les organisations de charité et tout autre organisation qui travaille dans le changement. Dans ce pays les lois limitent la société civile mais cela n'empêche que le gouvernement n'attend un engagement le plus grand de la société Civile Ugandaise. Il y a un grand combat à mener pour faire prévaloir certains droits dont celui à l'information.

La Société Civile et la réforme au Libéria.

Le Libéria est classifié comme : un pays ayant échoué, le centre d'instabilité en Afrique de l'Ouest où se retrouve 76% d'illettrés.

Toutes les institutions sont traitées, jugées, organisées par l'Etat. Toute tentative de la société Civile est jugée intolérable. La société Civile est limitée et n'est pas rassurée. A part son implication dans la question des ex-

combattants en terme de DDR, il est difficile chez eux d'introduire la notion de droit de l'homme dans la réforme et se réduisent aux simples dénonciations des milliers de cas de violation.

Tous les programmes sont conduits par les bailleurs des fonds.

La Société Civile et la réforme en RDCongo.

La Société Civile de la RDCongo est bien structurée et prend part active dans la démarche de la réforme avec le concours des partenaires comme IDASA, COR, DFID...

Elle a participé à des formations et informations pour finir par l'élaboration d'une proposition concrète en terme de contribution à la réforme dans un contexte où le domaine de la police a été pris longtemps pour chasse gardée. Il s'observe aujourd'hui beaucoup de progrès.

Le défis qui se pose à la société Civile elle-même c'est celui de maintenir la balance pour la neutralité à la quelle on oppose l'argument d'une société civile à considérer comme un vivier des ressources et des compétences.

COMMENTAIRES ET ENRICHISSEMENTS PENDANT LA CONFERENCE DE ZEBRA COUNTRY LODGE/PRETORIA.

- Toute réforme dépend du leader de l'Etat. Les dirigeants du Nord mettent de l'accent pas sur le leader de la société mais sur le policing de la rue.
- Dès lors que le politique est appelé à être sécurisé par la police la politisation de cette dernière devient évidente.
- Le service de sécurité privé est compris comme non état de policing continu.
- Dans certains Etats, les services de sécurité et la police évoluent en parallèle et dans d'autres ils sont complémentaires et la justice est le point final pour le maintien de la paix.
- Les dirigeants africains n'ont pas réussi à transformer l'acte de police héritée du colonialisme.
- La police doit considérer la Société Civile comme sa base naturelle et la Société Civile de considérer la police comme son gardien.

Fin

LES AUTRES EXPOSES SONT DISPONIBLE DANS NOTRE BANQUE DE DONNES POUR EXPLOITATION DANS NOTRE DEUXIEME RENCONTRE A PROGRAMMER AVANT ATELIER NATIONAL.

Recommandations de la RESTITUTION

1. Associer le plus d'experts congolais qui ont de l'expérience et ont bénéficié des formations dans les académies en la matière dans les pays étrangers.
2. Renforcer le plaidoyer pour les conditions des policiers dans notre pays,
3. Tenir compte d'autres démarches menées par les officiers de la police et qui n'apparaissent nulle part alors que le 1^{er} draft de la loi organique a déjà été élaboré du 18 au 22 décembre à Kinshasa. Il convient de tout rassembler.
4. La société civile doit travailler avec la police dans ce dossier.
5. Education de la population aussi pour l'acceptation de la police devrait être une préoccupation prioritaire dans le processus de réforme de la police de la Société Civile.
6. Rassembler plus de moyens pour organiser une restitution élargie et disposera de plus de temps.

Fin de la manifestation avec la Conférence de presse.

ANNEXES

SOCIETE CIVILE DU SUD-KIVU

BUREAU DE COORDINATION PROVINCIALE

BP. 43 Bukavu Tél : 09 98 62 58 69 Courriel : emmancuna@yahoo.fr,
REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

INVITATION

Honorable, Excellence, Révérend, Madame, Monsieur

.....
.....

La Société Civile du Sud-Kivu vous convie à la matinée de réflexion et de partage sur la participation de la Société Civile de la RDCongo et le rôle des partenaires dans le processus de REFORME de la POLICE et des Services de sécurité en RDCongo.

Lieu : Salle de CONCORDIA de l'Archevêché de BUKAVU.

- Date : Samedi 24 Mars 2007
- Heure ; de 10h à 12heures

Au Programme:

09h 20: Arrivée des invités

09h 40 : Arrivée de la presse

09h 50 : Arrivée des officiels

09h 55 : Arrivée du Gouverneur de Province et cérémonies d'ouverture

10h 00 – 11h00 : PANEL

Exposé 1 : Rapport du Groupe d'Experts de la Société civile du Sud-Kivu qui ont

pris part à l'Atelier de Goma en décembre 2006.

Exposé 2 : Audition des grands axes de la Formation des Acteurs de la Société

Civile en matière de Reforme de la Police Nationale Congolaise et des

services de sécurité à FADEN-HOUSE à Kinshasa en février 2007.

Exposé 3 : Le parcours de la réforme dans 14 pays et le rôle des bailleurs des

fonds pour éclairer le modèle Congolais : rapport des travaux de

Zebra Country Lodge à Pretoria en Afrique du Sud en Mars 2007.

11h00 – 11h50 : DEBAT, COMMENTAIRES ET ENRICHISSEMENTS.

11h50 – 11h55 : Formulation d'ébauche de recommandations pour l'atelier national sur la Reforme

12h00 : Clôture par le Gouverneur.

Sont invités à l'activité :

- Le Gouverneur de Province du Sud-Kivu,
- Honorable Président de l'Assemblée Provinciale du Sud-Kivu,
- Commission défense et sécurité de l'Assemblée Provinciale du Sud-Kivu
- Le Chef de Bureau de Monuc
- Le Maire de la Ville de Bukavu,
- Le Procureur général
- Le Président de la cours d'appel.

- Les Représentants des organisations et associations locales de la Société Civile du Sud-Kivu (7 délégués par chacune des 10 composantes)
- Monuc, affaires civiles (2 Représentants)
- Inspection provinciale de Police Nationale Congolaise (30 Représentants)
- Police civile de la MONUC (10 Représentants)
- 10^{ème} Région militaire (FARDC 10 représentants)
- Auditorat militaire (2 Représentants)
- Brigade Pakistanaise (2 Représentants)
- Divisions de l'intérieur et de la Justice, (4 Représentants)
- ANR (2 Représentant)
- DGM (2 Représentant)
- Facultés de droit et de Sociologie des universités et Instituts supérieurs (1 délégué par institution)
- 1 représentant par parti politique opérationnel dans le Sud-Kivu,
- Inspection de police Judiciaire (2 délégués)
- Police privée (KAKA Sécurité : 2 délégués et DELTA Sécurité : 2 délégués)
- la FEC, (2 représentants)
- Maisons de presse nationale dont : MARIA, MAENDELEO, RTNC, KAHUZI, OKAPI, RAGA, VOVOLUB Fm, RTGL, SHALA TV, RTVGL et Trois Tamis,
- Partenaires internationaux du système des Nations unies et des organisations internationales (Cluster protection, UNHCR, OCHA ... 5 délégués)

Soyez les bien venus

Fait à Bukavu le 21 mars 2007.

Pour la Société Civile du Sud-Kivu

Emmanuel RUGARABURA

Président.

SOCIETE CIVILE DU SUD KIVU

BUREAU DE COORDINATION PROVINCIALE

BP. 43 Bukavu Tél : 09 98 62 58 69 courriel : emmancuna@yahoo.fr

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

**LISTE DES PRESENCES DU 24 mars 2007 A LA SALLE
CONCORDIA/BUKAVU.**

N°

Prénom, Noms et Post nom

Organisation/

Structure

Qualité au sein de l'organisation

Email

Téléphone

Sg

1.

Rigobert LUHINZO

COJESKI/RDC

SG/P Délégué des jeunes

cedrigo@yahoo.fr

0998687606

2.

Adrien ZAWADI
COJESKI/RDC
Coordinateur
cojeski_sudkivu@yahoo.fr
0998673685

3.

Adolphe BANDEKE
CRISEM
Coordonnateur
crisem@yahoo.fr
0994185437

4.

David OMBENI NAKABINDA
Assemblée Provinciale
Député commission défense et sécurité
davidombeni@yahoo.fr,
0997728338

5.

Moustapha MUBENGWA RUKEBURA
Assemblée Provinciale
Député commission défense et sécurité.
-
0810745888

6.

BULUMBA HAMBA Déo

Assemblée Provinciale

Député Provincial commission relation ext.

deobuhamba@yahoo.fr

0819999088

7.

Maj. Roger ISIYO

Police nationale

Comd. Bataillon

-

0999970279

8.

CompPol MBURUGU

Police nationale

Comd.pom PC2

flattermburugu@y.fr

0813140432

9.

Insp.Adjt(major) BUKILI KUKUNI

PNC

Comd.Bn P/C

-

0998707331

10.

BUSILAMBI BAKIMBIAY

PNC

Conseiller juridique PNC

-

0999986023

11.

Insp.Adj.BALAGIZI CITO

PNC

Adj. P3

-

0813545385

12.

Insp. BANAKENGE Michel

PNC

Comd. Ville

-

0997727589

13.

Insp.adj. KANGANDA KASALA

PNC

Chef départm santé

-

0812633736

14.

Felly IDEME EBUNGU

PNC

Comd. 2nd GMI

-

0994239251

15.

HAMULI RUGINA

PNC

Comd. 2nd PIC

-

0997676365

16.

MUGALA KARUNGU

PNC

Chef bureau opération PIC

-

0998822190

17.

KAHINDO MATITA

PNC

Cmd.2nd Adm.BAGde

-

0812003200

18.

Insp.Adj. Yves OMBENI KATENE

PNC

P1 Adj.

-

0812162293

19.

Godefroid VUNINGOMA ZIHALIRW

PNC

Trésorier

-

0810623552

20.

Paul MUGISHO KASHANGABUYE

PNC

Comd.Environnement

-

0815829349

21.

ZAGABE CHIRHUZA

FEC

Conseiller

-

0997747083

22.

MUSHUMBILWA BAHATI

DVIJUSTICE

Chef de bureau pénitentiaire

-

0998675773

23.

Jolly BIAYA TSHIZAZA

LIVAP

Président

-

0998164237

24.

TONY TEMETU Albert

10^{ème} Région Militaire.

Délégué DTR 10^{ème} Rég.Mil.

-

0810301643

25.

Adrien MPETE NSHOMBO

10^{ème} Région Militaire.

Section T3 10^{ème} Rég.Mil.

-

-

26.

Henri MISOMBO BUKASA

10^{ème} Région Militaire.

Secrétariat Général

-

0997048064

27.

KAZEMBE Vianney

10^{ème} Région Militaire.

Redachef Bupresse Mil Etat-Major 10^e

Kazembevianney@yahoo.fr

0994223189

28.

MBOMBO BIBIANE

10^{ème} Région Militaire.

Bu presse Cameramen

-

-

29.

Sylvain MASIRIKA

3Tamis

Animateur

troistamis@yahoo.fr

0813906040

30.

Comd.Adj.LIANZA BOTUMBE

Insp.PPV SK Bn GDRE

Comd.compagnie

-

0997817029

31.

Christian MASTAKI

RTGA

Journaliste

bahamasta2002@yahoo.fr

0998766046

32.

Thaïs BAGULA ZIHINDULA

R. Maendeleo

Journaliste

thaisbagula@yahoo.fr

0997622598

33.

MUSHAYUMA BARUME James

GRVD

Vice-président

-

0812478297

34.

Jean Bosco WASSO KAZAMWALI

INECOM

Coordinateur

inecomasbl@yahoo.fr

0997759112, 0812864192

35.

ZAWADI JUMA

AFDM

Président CA

-
-

36.

Charles SADI OMARI SIMBI

BCC/AWE

Secrétaire rapport.

charlesadi@yahoo.fr

0998669475

37.

Emmanuel RUGARABURA

BCSC/SK

Président

emmancun@yahoo.fr

0998625869

38.

MICK MUTIKI KILUMBA

BCSC/SK

Secrétaire rapporteur

mmutiki@yahoo.fr

0998651321

39.

SIRFO ADAMOU

Police MONUC

Chef Secteur

sirfo@yahoo.fr

0812105563

40. D

DIAKITE GARAND

Police MONUC

Officier Police MONUC

garand1963@yahoo.fr

0811704387

41.

HAOUA ARFOU

Police MONUC

Officier Police MONUC

arfouhaoua@yahoo.fr

0815311922

42.

ASSANI BWANSOLU Stanislas

Police GMI

Comd.GMI

-

0994106001

43.

Boniface FONGA TARAKONZI

Police PCR

Comd.2nd Adm.

-

0997739050

44.

KABAKA GERMAIN

Police GMI

Chef G3 GMI

-

0813802374

45.

IMANI MAHESHE Christian

Police PCR

Chef S3 BuPCR

christianimani@yahoo.fr

0997759718

46.

MOLECHA ELESHA

Dist.ville BKV

Comd.ciat Bagira

-

0815754738

47.

Berthe CHEKANABO

DIVIJUSTICE

Chef de division

berthechekanabo@yahoo.fr

0998788070

48.

Pacifique BYUMANINE

CDJP

Membre délégué

-

0998677126

49.

EDEM BLEGE

MONUC CAS

Chargé affaires civiles

blege@un.org

0818907944

50.

Agnès KAMUANYA

BCSC/SK

Vice-présidente

kamwanyantumba@yahoo.fr

0998667158

51.

Luc MATABARO

Groupe Jérémie

Animateur

-

0998665989

52.

Past MBALO WILONJA KANEFU

RHUD/SCM

Coordinateur

mbalek@yahoo.fr

0994058605

53.

KUBISA

...

Chef de bureau

-

0997613315

54.

KYANGA-A-KUARGA

DGM

Dir-Province

-

0998512489

55.

BACHIZIRE ISONGA

Police judiciaire des paraj.

Directeur Brigade Judiciaire

-

0998666499

56.

CPP SEBATEMBO MIRURUMO

PNC

S3 Dist. Ville

-

0998675214

57.

Imp.Adj.LONGANGI MOBETI

PNC

P2 Adjoint

-

0812364192

58.

RAMAZANI LITOKÉ RAM'S

DELTA PR

Dr Adj.GPS

-

0815829387

59.

Jules RUDAHINDWA

DELTA PR

Dr Administratif

-

0998682121

60.

COYA LIMPANJE

Affaire Intérieure

Chef de bureau

-

0997436018

61.

Jean Paul NGONGO

Voix de sans voix

Président

-

0998681248

62.

Jacques HAMULONGE

JPE

Coordinateur

jpebkv@yahoo.fr

0994213581

63.

Magistrat CAMILLE KIM.

Auditorat

Magistrat

magistranoble@y.fr

0997409099

64.

ZAGABE BIRINDWA

DGM

Chef de div. Etudes

-

0998665755

65.

Blaise MUDEKEREZA

RTVGL

Rédacteur en chef

blzrort@yahoo.fr

0811797299

66.

Emmanuel MBILIZI

RADIO LIBERTE

Journaliste

-

0994178690

67.

Roch MASIMANGO

RTNC

Journaliste

-

0811762179

68.

Jean Sixte BUROKO SADIKI

Société Civile

Secrétaire permanent

-

0997762380

69.

Emmanuel MARARA

AVLIDS/KALEH

Coordinateur

avudis@yahoo.fr

0997796388

70.

Théodore BAHATI RWAMAGIRA

ADPI/KALEHE

Coordinateur

adpibr@yahoo.fr

0997762324

71.

Rémy BAGUMA RUSAHUZA

PARTI PLITIQUE

1^{er} Vice-pdt fédéral

-

0994057503

72.

Déocard ZIHALIRWA NYANGAKA

KK SECURITY BKV

Assistant directeur KK BKV

-

0997737664

73.

Jean KASAMI

RADIO OKAPI

Journaliste

klaseuo@yahoo.fr

0998086361

74.

J. Augustin BYAMUNGU MUKABA

PSDI asbl

Chef des projets

psdiasbl@yahoo.fr

0814770337

75.

Lieutenant KAJIBWAMI Dieudonné

10^{ème} Région Militaire.

Journaliste

-

0813794728

76.

Christian NAMEGABE MAHESHE

CEPDE asbl

Animateur principal

cepdcd@yahoo.fr

0811716700, 0997622020

77.

BISIMWA CIRHUZA Déo

DIVINTER

Chargé bureau d'études et formation

Cirhuza202@yahoo.fr

0998675799

78.

Jacques KALUMBA

RADIO KAHUZI

Journaliste

-

0998673557

79.

Peckos BWIRIRI

ANR

ORS

-

0998679771

80.

ALUMBA MASONGI

ANR

ORS

-

0997779607

81.

Antoine NTAMWIRA

RADIO MARIA

Journaliste

-

0813621702

82.

KABATI NGONEKE Michel-Gilbert

UNAFEC Parti politique

Président Provincial

lucgejabatu@yahoo.fr

0998910873

83. K

MOBIBO TRAORE

UN OCHA

Chef de bureau

traorem@un.org

0813275000

84.

Lieutenant Sylvain BIJANU

10^{ème} Région Militaire.

Chef de bureau en charge des O.S

christophefikiri@yahoo.fr

0810862385

85.

Christophe MURHULA MUGISHO FIKIRI

Presse enfant SK/RTEC

RP journaliste

christianmweze@yahoo.fr

0812384885

86.

Christian AKSENTI MUSENGE

Presse enfant

Animatrice

maguydun@yahoo.fr

0994112516

87.

Maguy DUNIA AFUA

COJESKI

-

0997129321

88.

Désiré GANYWAMULUME FARAJE

Etudiant

-

-

0813551362

89.

Sous Lieutenant BAMBILI Lucien

10^{ème} Région Militaire.

Adj. chargé du social

bambiga-mbeluc@yahoo.fr

0997670958

90.

RAHMAT KATUNDA

BCSC/SK

Trésorière

amsanbkv@yahoo.fr

0997787106

91.

Solange MULINGANYA

BCSC/SK

ONG développement.

madamasolange@yahoo.fr

0998893472

92.

MOKILI M'MATABISHI

SEJECEK

S.Exécutif

mokili_mat@yahoo.fr

0997781819

93.

BAHATI CASINGA

RADHOSKI

Secrétaire permanent

radoski@yahoo.fr

0994015179

94.

CHINABALIRE NABINO

CIVIL

Etudiant à l'ULPGL/BKV

Délégué des étudiants

-

95.

Gérard M.WALUMBUMBU

JOURNALISTE

Presse

-

0994157037

96.

Vindicien RUBONEKA

GAM

Coordinateur

vendigam@yahoo.fr

0811619994

97.

SLt Léon BAHIZIRE

10^{ème} Région Militaire.

RSM 10^e Rég.Mil.

-

0997757963

98.

Adjudant Eric KIZUNGU KAZEBE

EM 10^{ème} Rég.Mil.

Chef sec Dfin 10^e Rég.Mil.

-

0994157362

99.

SLt Désiré KASENGIRE BYADUNIA

Em 10^{ème} Rég.Mil.

Adjt Dir inf. OR

-

0817373517

100.

CIZUNGU KAMOLE Serge

Civil

Etudiant à l'UOB

sergekamole@y.fr

0994105694

101.

Jean-claude ZIHALIRWA KWIGOMBA

-

Etudiant à l'U.O.B

kwigojean@yahoo.fr

0994022695

102.

KWIGOMBA HAHATI Robert

RECO

Pdt Provincial

kwigrobert@yahoo.fr

0813184771

Tenue à Concordia le 24 avril 2007